



Organisation  
internationale  
du Travail

# Résumé exécutif

## Tendances mondiales de l'emploi 2011

### Le défi d'une reprise de l'emploi

#### *Le chômage demeure élevé*

- En 2010, le nombre de chômeurs a atteint 205 millions. S'il a peu varié par rapport à l'année précédente, ce chiffre représente 27,6 millions de chômeurs de plus qu'en 2007 et l'espoir est faible de le voir revenir prochainement aux niveaux d'avant la crise. Après avoir atteint 6,3 pour cent en 2009, le taux de chômage mondial s'est établi à 6,2 pour cent en 2010, soit un niveau encore très supérieur aux 5,6 pour cent enregistrés en 2007.
- Le niveau élevé du chômage mondial contraste nettement avec la reprise constatée dans plusieurs indicateurs macroéconomiques clés, à savoir: le PIB mondial réel, la consommation privée, l'investissement fixe brut et le commerce mondial, qui s'étaient tous redressés en 2010, dépassant même leurs niveaux d'avant la crise.
- La reprise sur les marchés du travail s'est avérée inégale, la région des économies développées et de l'Union européenne enregistrant une hausse constante du nombre de sans-emploi, contrairement à la plupart des régions en développement où la situation du chômage s'améliore légèrement et régulièrement.

#### *Une reprise de la croissance qui ne s'est pas traduite par une reprise comparable de l'emploi*

- Au niveau mondial, le ratio emploi-population, qui indique si la capacité d'un pays ou d'une région à générer de l'emploi est en baisse ou en hausse, a baissé de 61,7 pour cent en 2007 à 61,2 en 2009 et, selon les estimations, à 61,1 pour cent en 2010. De nombreuses économies ne génèrent tout simplement pas un nombre de possibilités d'emploi suffisant pour absorber l'augmentation de la population en âge de travailler.
- Dans 64 pays pour lesquels on dispose de données trimestrielles, le nombre de pays enregistrant une baisse de leur ratio emploi-population était encore au deuxième trimestre 2010, le double de ceux enregistrant une hausse dudit ratio. À l'évidence, dans un grand nombre de pays, la reprise économique actuelle ne débouche pas encore sur un développement suffisant des possibilités d'emploi.

#### *L'emploi industriel a été le plus durement frappé*

- L'emploi mondial total dans l'industrie a légèrement baissé en 2009, ce qui est radicalement en contradiction avec le taux de croissance annuel historique de 3,4 pour cent pendant la période allant de 2002 à 2007. L'emploi dans l'agriculture a augmenté en 2009, ce qui est également en contradiction avec les tendances antérieures.

#### *Un nombre croissant de jeunes découragés*

- On estime que le nombre de jeunes (de 15 à 24 ans) sans emploi a baissé de 79,6 millions en 2009 à 77,7 millions en 2010, soit un niveau encore nettement supérieur aux 73,5 millions enregistrés en 2007. Le taux de chômage mondial des jeunes est passé de 11,8 pour cent en 2007 à 12,6 pour cent en 2010, mais il enregistre toutefois une légère baisse par rapport aux 12,8 pour cent en 2009.
- Toutefois, les taux de chômage sous-estiment l'importance des effets catastrophiques de la crise sur les jeunes, dont le taux d'activité s'est trouvé fortement affecté. Dans l'ensemble des 56 pays pour lesquels des données sont disponibles, on constate qu'il y a 1,7 million de jeunes en moins sur le marché du travail que ne le laissaient présager

les tendances à long terme, ce qui traduit la forte hausse du découragement parmi les jeunes. Or, ces jeunes découragés ne sont pas comptés parmi les chômeurs car ils ne sont pas activement à la recherche d'un travail.

### *Les tendances de la productivité du travail et des salaires réels font apparaître les pressions qui pèsent sur la qualité de l'emploi*

- La productivité du travail a enregistré une croissance négative en 2009, avec une baisse de 1,4 pour cent par rapport à une hausse de 3,3 pour cent en 2007. En 2010, la hausse de la productivité mondiale est repartie à 3,1 pour cent.
- Le problème du retard de la reprise du marché du travail apparaît non seulement dans le décalage dans le temps entre la croissance de la production et de l'emploi et la réduction du chômage mais aussi, dans certains pays, dans le décalage entre la hausse de productivité et la reprise de la hausse des salaires réels. Ce phénomène peut menacer les futures perspectives de reprise, compte tenu des liens étroits existant entre l'emploi et la croissance des salaires réels, d'une part, et la consommation, d'autre part.

### *Stagnation de la réduction de l'emploi vulnérable et ralentissement de la réduction de la pauvreté au travail*

- En se basant sur les données disponibles, on estime actuellement que 1,53 milliard de travailleurs se trouvaient en situation d'emploi vulnérable en 2009, ce qui correspond à un taux mondial d'emploi vulnérable de 50,1 pour cent. La proportion d'emplois vulnérables est demeurée à peu près stable entre 2008 et 2009, après avoir enregistré une baisse moyenne constante et non négligeable au cours des années précédant la crise.
- Selon les estimations, l'extrême pauvreté au travail (1,25 dollar EU par jour) était en 2009 de 20,7 pour cent, soit 1,6 point de pourcentage de plus que le taux initialement prévu en se basant sur la tendance observée avant la crise. Cela représente environ 40 millions de travailleurs supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1,25 dollar EU par jour) en 2009, par rapport aux projections faites sur la base des tendances observées avant la crise. On estime par ailleurs à 39 pour cent la part des travailleurs vivant avec leurs familles sous le seuil de pauvreté de 2 dollars EU par jour, soit 1,2 milliard de travailleurs sur l'ensemble du globe.

### *En dépit des progrès réalisés par l'économie mondiale, les risques de détérioration de la situation en 2011 l'emportent*

- Après un repli en 2009, l'économie mondiale a enregistré une croissance rapide de 4,8 pour cent en 2010. La reprise devrait normalement se poursuivre en 2011, mais à un rythme plus modéré (4,2 pour cent). Toutefois, compte tenu de la fragilité du marché du travail dans de nombreux pays, des niveaux élevés de la dette publique et de la vulnérabilité persistante du secteur financier et des ménages privés, les risques de rechute l'emportent.
- Selon les prévisions macroéconomiques du moment, le taux de chômage mondial devrait être de 6,1 pour cent en 2011, ce qui correspond à 203,3 millions de chômeurs de par le monde, soit une légère amélioration par rapport aux niveaux de 2010.

### **Évolution régionale de l'économie et du marché du travail**

- Cinquante-cinq pour cent de la hausse totale du chômage mondial entre 2007 et 2010 sont survenus dans la région des **économies développées et de l'Union européenne**, alors que cette région ne compte que pour 15 pour cent de la population active mondiale. Après un repli de 2,2 pour cent en 2009, l'emploi a encore reculé de 0,9 pour cent en 2010. L'industrie a ainsi perdu 9,5 millions d'emplois entre 2007 et 2009. Même si l'on prévoit une légère baisse du chômage en 2011, son niveau sera encore supérieur de plus de 50 pour cent à ce qu'il était en 2007 (soit 15 millions de chômeurs de plus). L'augmentation rapide des emplois à temps partiel témoigne elle aussi de la poursuite de la détérioration du marché du travail.
- L'augmentation massive du chômage des jeunes qui s'est produite pendant la crise dans les économies développées et l'Union européenne s'est accompagnée d'une chute importante du taux d'activité des jeunes, faisant apparaître chez ces derniers un découragement largement répandu.
- C'est dans la région de **l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI** que le taux de chômage a atteint son record mondial en 2009, s'établissant à 10,4 pour cent en ayant enregistré une hausse de 1,7 point de pourcentage. Le chômage des jeunes a ainsi enregistré en 2009 une hausse plus forte que dans toute autre région en

développement, un jeune sur cinq en âge d'être économiquement actif étant au chômage en 2010. Les projections pour 2011 prévoient un ralentissement de la croissance du PIB à 4,3 pour cent, tandis que le taux de chômage régional devrait peu évoluer.

- Après un fort repli de la croissance du PIB en 2009, la croissance économique est fermement repartie en 2010 dans la région de l'**Amérique latine et des Caraïbes**. Les indicateurs du marché du travail à court terme montrent que la reprise se poursuit dans de nombreux pays de la région. Toutefois, la crise économique a entraîné, pour la première fois dans la région depuis 2002, une hausse de la part de l'emploi vulnérable en 2009. On prévoit que la hausse du PIB devrait se poursuivre en 2011 mais à un taux plus faible de 4,0 pour cent, parallèlement à une baisse modeste du taux de chômage régional.
- Contrairement à un grand nombre d'autres régions du monde, le marché du travail s'est redressé relativement vite en **Asie de l'Est**. Le chômage des jeunes demeure toutefois un défi de taille, avec un taux de 8,3 pour cent en 2010, soit 2,5 fois supérieur au taux de chômage des adultes. On prévoit que, en 2011, la croissance économique devrait ralentir à 8,6 pour cent par suite de la réduction des mesures de relance, alors que le taux de chômage régional devrait normalement peu évoluer.
- En dépit de la forte reprise de la production économique dans la région de l'**Asie du Sud-Est et du Pacifique**, on estime que le taux de chômage régional n'a que légèrement baissé, passant de 5,2 pour cent en 2009 à 5,1 pour cent en 2010 même si, dans certains pays de la région, les taux de chômage sont égaux ou inférieurs à ceux d'avant la crise. Dans le même temps, on estime que le nombre de travailleurs en situation d'emploi vulnérable a augmenté de 5,4 millions depuis 2007 pour atteindre 173,7 millions en 2009. Les jeunes de la région continuent de rencontrer d'importantes difficultés à obtenir des emplois décents et productifs et ils ont 4,7 fois plus de risques d'être au chômage que les adultes. On prévoit que le taux de chômage régional devrait peu évoluer en 2011 et que la croissance devrait quant à elle ralentir à 5,3 pour cent.
- Les économies d'**Asie du Sud** ont dans l'ensemble bien résisté pendant la crise. Si la région a enregistré une reprise rapide de la croissance économique en 2010, elle affiche toutefois le taux d'emploi vulnérable le plus élevé du monde, qui représentait 78,5 pour cent de l'emploi total en 2009. Les inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail demeurent une préoccupation majeure, l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin étant de plus de 40 points de pourcentage et un nombre disproportionné de femmes opérant dans le secteur agricole, pour une grande part dans des activités de subsistance. L'un des principaux risques pour 2011 est l'inflation, en particulier dans le prix des denrées alimentaires et des produits de base, ce qui souligne la nécessité d'élargir les filets de protection sociale aux plus démunis.
- La tendance à la baisse du taux de chômage observée dans la région du **Moyen-Orient** a été interrompue par la crise économique mondiale et l'on estime actuellement que le niveau du chômage pourrait atteindre en 2010 10,3 pour cent, soit le taux régional le plus élevé du monde. Le taux de chômage des jeunes est près de quatre fois supérieur à celui des adultes. Les inégalités entre les hommes et les femmes demeurent extrêmement préoccupantes, l'écart entre les ratios emploi-population masculin et féminin étant, avec 47,2 points de pourcentage, le double de la moyenne mondiale. Quant au taux de croissance économique de 5,1 pour cent prévu pour 2011, il reste en deçà des tendances observées avant la crise, et le taux de chômage régional devrait peu évoluer.
- L'**Afrique du Nord** a été moins durement frappée que d'autres régions par la crise économique et financière, mais les difficultés rencontrées sur le marché du travail avant la crise ont persisté. Les femmes de la région sont confrontées à des taux de chômage beaucoup plus élevés que les hommes (15 pour cent contre 7,8 pour cent), ce qui est d'autant plus inquiétant que les taux d'activité féminins sont extrêmement bas. Autre élément très préoccupant: 23,6 pour cent des jeunes en âge d'être économiquement actifs étaient au chômage en 2010. La croissance de la productivité continue de stagner, ce qui laisse peu de chances de voir augmenter les rémunérations et les salaires ou se développer les systèmes de protection sociale. Dès lors, même si les perspectives économiques sont favorables pour la région, aucun des pays d'Afrique du Nord n'enregistrera probablement un taux de croissance suffisant pour lui permettre de réduire dans un avenir proche son déficit de travail décent.
- Avec plus des trois quarts des travailleurs de l'**Afrique subsaharienne** en situation d'emploi vulnérable et environ quatre travailleurs sur cinq vivant avec leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour, les économies de la région étaient déjà confrontées à d'énormes défis en termes de travail décent avant le début de la crise. Les inégalités entre les sexes apparaissent clairement dans la proportion beaucoup plus forte de femmes que d'hommes en situation d'emploi vulnérable et dans les taux de pauvreté au travail des femmes, qui dépassent ceux des hommes dans 22 des 27 pays pour lesquels des données sont disponibles. Selon les projections, la croissance

économique devrait retrouver en 2011 un niveau d'avant la crise avec un taux de 5,5 pour cent, le taux de chômage devant quant à lui peu évoluer. Les perspectives économiques sont extrêmement incertaines, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et dans les pays exportateurs de pétrole, et elles dépendront de la reprise de l'économie mondiale.

### Principales considérations d'ordre politique

- Le retard accusé par la reprise du marché du travail vient exacerber le coût humain exorbitant de la récession, y compris en termes de revenus et d'employabilité tout au long de la vie; avec, comme corollaire, des conséquences sociales et sur la santé plus importantes. Étant donné que ces effets pourraient très bien perdurer, affectant la génération actuelle de travailleurs et menaçant le potentiel de capital humain tant de la présente que des futures générations, il est essentiel de concevoir une reprise qui soit à la fois créatrice d'emplois et durable.
- De nombreuses économies ont entamé une marche de funambule sur la corde raide allant de la relance à l'assainissement budgétaire. Chaque fois que les budgets le permettent, il est vital de maintenir ou de renforcer les mesures susceptibles d'aider à favoriser la création d'emplois et à donner un nouvel élan à une reprise durable de l'emploi. L'amélioration des résultats du marché du travail contribuerait à une reprise macroéconomique plus large et pourrait aider à compenser les effets négatifs des mesures d'assainissement budgétaire. Dans tous les cas, une conception étroite axée sur la réduction des déficits sans relever le défi de la création d'emplois affaiblirait encore les perspectives d'emploi et menacerait la reprise.
- Dans les économies avancées, il faut mettre en place des politiques et des mesures incitatives pour stimuler les investissements privés, tout en annonçant simultanément des plans crédibles de réduction des déficits budgétaires à moyen terme. Il est également essentiel que les pays déficitaires (essentiellement les pays développés) relancent leurs exportations nettes, donnant ainsi lieu à une demande accrue et à une plus grande marge pour l'assainissement budgétaire. Des politiques favorisant la hausse de la productivité du travail sont nécessaires pour réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre et améliorer la compétitivité.
- Les économies en développement qui, pour leur croissance, dépendaient de leurs exportations doivent renforcer leur demande intérieure. Étant donné que ces économies ont généralement bénéficié d'un rebond plus rapide de la croissance, étayé par une marge de manœuvre budgétaire comparativement plus importante et des fondamentaux macroéconomiques plus solides, elles disposent d'un bon point de départ pour une réorientation de la croissance vers la consommation intérieure. Le renforcement de la protection sociale est un élément crucial pour obtenir une meilleure sécurité économique et une plus forte consommation. Des politiques du marché du travail visant à mieux faire le lien entre hausses de la productivité du travail et hausses des salaires réels sont elles aussi essentielles et elles doivent être soutenues par le dialogue social entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements.
- Il est vital de renforcer les mécanismes de coopération internationale, y compris à travers le G20, pour obtenir une reprise durable et équilibrée.

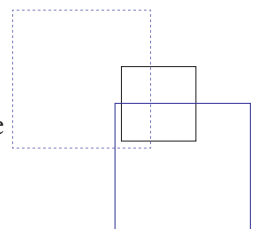
---

Copyright © Organisation internationale du Travail, 2011

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique  
Bureau international du Travail  
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse  
Pour plus d'information, visitez notre site web [www.ilo.org](http://www.ilo.org)



# Répartition régionale

## Economies développées et Union européenne

### Union européenne

Allemagne  
Autriche  
Belgique  
Bulgarie  
Chypre  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
Finlande  
France  
Grèce  
Hongrie  
Irlande  
Italie  
Lettonie  
Lituanie  
Luxembourg  
Malte  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
République tchèque  
Roumanie  
Royaume-Uni  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède

### Amérique du Nord

Canada  
Etats-Unis

### Autres économies développées

Australie  
Israël  
Japon  
Nouvelle Zélande

### Europe de l'Ouest (hors UE)

Islande  
Norvège  
Suisse

## Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI

### Europe centrale et du Sud-Est

Albanie  
Bosnie et Herzégovine  
Croatie  
Macédoine, l'ex-République yougoslave de  
Serbie et Monténégro  
Turquie

### Communauté des Etats Indépendants

Arménie  
Azerbaïdjan  
Belarus  
Fédération de Russie  
Géorgie  
Kazakhstan  
Kirghizstan  
Ouzbékistan  
République de Moldavie  
Tadjikistan  
Turkménistan  
Ukraine

## Amérique latine et Caraïbes

### Caraïbes

Bahamas  
Barbade  
Cuba  
République Dominicaine  
Guadeloupe  
Guyane  
Haïti  
Jamaïque  
Martinique  
Antilles néerlandaises  
Porto Rico  
Surinam  
Trinidad et Tobago

### Amérique centrale

Belize  
Costa Rica  
El Salvador  
Guatemala  
Honduras  
Mexique  
Nicaragua  
Panama

## Amérique du Sud

Argentine  
Bolivie  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Equateur  
Paraguay  
Pérou  
Uruguay  
Venezuela

## Asie du Sud

Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Inde  
Maldives  
Népal  
Pakistan  
Sri Lanka

## Asie du Sud-Est et Pacifique

### Asie du Sud-Est

Brunei Darussalam  
Cambodge  
Indonésie  
Lao République Démocratique Populaire du  
Malaisie  
Myanmar  
Philippines  
Singapour  
Thaïlande  
Timor oriental  
Vietnam

### Iles du Pacifique

Fidji  
Papouasie Nouvelle Guinée  
Salomon, Iles

## Asie de l'Est

Chine  
Corée, République Populaire Démocratique de  
Corée, République de  
Hong Kong, Chine  
Macao, Chine  
Mongolie  
Taiwan, Chine

## Moyen-Orient

Arabie Saoudite  
Bahreïn  
Emirats Arabes Unis  
Iran, République islamique d'  
Iraq  
Jordan  
Koweït  
Liban  
Oman  
Qatar  
Rive occidentale et bande de Gaza  
Syrienne, République arabe  
Yémen

## Afrique du Nord

Algérie  
Egypte  
Libyenne, Jamahiriya Arabe  
Maroc  
Soudan  
Tunisie

## Afrique subsaharienne

### Afrique centrale

Angola  
Cameroun  
Centrafricaine, République  
Congo  
Congo, République démocratique du  
Gabon  
Guinée Equatoriale  
Tchad

## Afrique de l'Est

Burundi  
Comores  
Erythrée  
Ethiopie  
Kenya  
Madagascar  
Malawi  
Maurice  
Mozambique  
Ouganda  
Réunion  
Rwanda  
Somalie  
Tanzanie, République Unie de  
Zambie  
Zimbabwe

## Afrique de l'Ouest

Bénin  
Burkina Faso  
Cap Vert  
Côte d'Ivoire  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Liberia  
Mali  
Mauritanie  
Niger  
Nigeria  
Sénégal  
Sierra Leone  
Togo

## Afrique australe

Afrique-du-Sud  
Botswana  
Lesotho  
Namibie  
Swaziland